

La bombe biologique est désamorcée

par Ernest Corea

La survie du genre humain reposera peut-être à l'avenir sur notre habileté à freiner la croissance démographique avant que ne s'épuisent les réserves de combustible, les stocks alimentaires et les autres ressources. La prise de conscience au cours des deux dernières décennies du rapide accroissement de la population mondiale a suscité un intérêt sans cesse croissant à l'égard des questions démographiques. Les plus pessimistes prévoient un avenir lugubre, un surpeuplement de la terre qui, en fin de compte, ne pourra plus produire suffisamment pour satisfaire aux besoins de tous. D'aucuns préconisent une politique du "canot de sauvetage" dans lequel s'embarqueraient les riches, laissant périr les pauvres. Les optimistes, par contre, manifestent leur intérêt par l'entremise de conférences internationales convoquées dans le but d'élaborer programmes et politiques appropriés; ils observent, non sans appréhension, le mouvement démographique et discutent de la "planification du bien-être familial" et de la "technologie contraceptive" pour ne pas parler de la limitation des naissances.

De part ses activités le CRDI doit être compté au nombre des optimistes. Deux de ses Divisions des programmes — les Sciences de la population et de la santé et les Sciences sociales — s'intéressent directement au planning familial et à la recherche démographique. Depuis ses débuts, en 1971, le Centre a financé plus de 50 projets de recherche dans ces domaines. Et depuis la création de son Programme de bourses pour la recherche démographique en Asie du Sud-Est (SEAPRAP), plus de 40 bourses ont été octroyées à de jeunes chercheurs asiatiques.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil des gouverneurs a approuvé l'un des plus grands projets subventionnés jusqu'ici par le Centre — quelque trois millions de dollars ont été accordés sous la forme de subventions à un programme international visant à mettre au point de nouvelles méthodes contraceptives plus efficaces. L'un des principaux points de ce programme, coordonné en Inde, est la mise au point — espère-t-on prochaine — d'un vaccin contraceptif qui pourrait également être utilisé dans la lutte contre le cancer.

Les articles inclus dans ce dossier sont donc dédiés aux optimistes, à ceux qui, bien que pleinement conscients des faits, croient voir briller au loin une lueur d'espoir.

Au cours des années '60, les démographes poussaient des cris d'alarme à propos de l'explosion démographique, répétant à tous ceux qui voulaient bien les entendre qu'une catastrophe malthusienne était inéluctable. Aujourd'hui, alors que nous vivons la seconde moitié des années '70, l'optimisme règne et l'on ne se préoccupe plus que de savoir s'il y aura plus ou moins de gens sur terre à l'avenir.

Herman Kahn prédit une stabilisation du rythme d'accroissement de la population au cours des 200 prochaines années. On peut lire dans un récent rapport des Nations Unies sur "l'avenir de l'économie mondiale", "... la population n'est pas exponentielle et son accroissement n'est ni un phénomène ni une explosion qui suivent une progression donnée".

Les grands titres des journaux témoignent de ce climat optimiste. "La bombe biologique est désamorcée", "l'Asie de l'Est réussit à maîtriser l'accroissement de sa population" et "l'explosion démographique n'est pas pour aujourd'hui".

Ces nouvelles prédictions s'appuient sur des statistiques symptomatiques d'un fléchissement quasi mondial de l'accroissement démographique. Ce déclin est malheureusement dû dans certains cas à la hausse du taux de mortalité. Mais dans d'autres pays, fort heureusement, cette chute est le résultat de politiques démographiques bien planifiées et appliquées avec soin.

Le *Worldwatch Institute* de Washington, "organisme de recherche indépendant à but non lucratif ayant pour objet de sensibiliser l'opinion publique sur les problèmes mondiaux d'actualité", a préparé un rapport exhaustif des nouvelles tendances démographiques et de leurs conséquences.

Dans son bulletin no. 8 d'octobre dernier, "Population mondiale: signe d'espoir, signe d'angoisse" le *Worldwatch Institute* déclare que "le taux d'accroissement de la population mondiale a atteint au début de la présente décennie le sommet le plus élevé de son histoire pour ensuite amorcer un fléchissement. La tendance à l'accroissement que la population suivait depuis longtemps a fait marche arrière. Le monde venait de franchir le point d'inflexion de sa courbe de croissance".

Le taux d'accroissement de la population d'un pays ou d'une région est égal à l'excès du taux de natalité (nombre de naissances par mille habitants) sur le taux de mortalité (décès par mille habitants). Aux Etats-Unis, par exemple, en 1975, le taux de natalité était de 14,8 par 1 000 habitants et le taux de mortalité de 9 par 1 000 habitants. La différence, soit 5,8 par 1 000 habitants, donne un taux d'accroissement de la population légèrement supérieur à 0,5 pour 100.

D'après le rapport du *Worldwatch Institute*, les taux d'accroissement de la population montrent un fléchissement entre 1970 et 1975 dans presque toutes les régions du monde. En Amérique du Nord, ce taux est tombé de 0,9 pour 100 en 1970 à 0,6 pour 100 en 1975, tandis qu'il est tombé de 0,56 pour 100 à 0,32 pour 100 en Europe occidentale; de 1,85 à 1,18 pour 100 en Asie de l'Est; de 2,66 à 2,33 pour 100 en Asie du Sud-Est, de 2,48 pour 100 à 2,13 pour 100 en Asie du Sud; de 2,88 à 2,72 pour 100 au Moyen-Orient et de 2,77 à 2,65 pour 100 en Amérique latine.

Cependant on a enregistré une tendance à la hausse en Europe de l'Est où le taux d'accroissement de la population est passé de 0,84 pour 100 à 0,86 pour 100; le même phénomène a été observé en Afrique où le taux de 2,61 pour 100 est passé à 2,71 pour 100.

Malgré ces exceptions, il semble qu'il y ait une baisse manifeste à travers le monde. Le taux d'accroissement de la population mondiale, qui était de 1,9 pour 100 au début de la présente décennie, est passé à 1,64 pour 100 en 1975. Par conséquent, une année seulement après la tenue de la Conférence mondiale sur la population à Bucarest, le taux d'accroissement est tombé plus bas que celui de 1,7 pour 100 que la Conférence avait fixé comme objectif pour 1985.

La population mondiale est restée inférieure à quatre milliards d'habitants au cours de la première moitié de la présente décennie, passant d'environ 3,5 milliards en 1970 à 3,9 milliards en 1975. Si cette tendance se maintenait, il est fort possible que l'humanité ne vivrait pas en l'an 2000 le cauchemar malthusien des huit milliards d'êtres humains se disputant les ressources épuisées du monde.

Les statistiques prêtent invariablement à controverse et dans certains cas, elles manquent de fiabilité. Elles peuvent également se prêter à différentes interprétations. Les calculs du *Worldwatch Institute* se fondent principalement sur les données de recensement que les pays membres des Nations Unies ont recueillies. A ce propos, le *Financial Times* de Londres, Grande Bretagne, disait de ce "matériel brut" qu'il était souvent la somme "de l'addition d'un dernier recensement connu et de savantes hypothèses". D'après l'interprétation que le Bureau de la population des Etats-Unis fait des calculs actuels "la population

mondiale totale sera de moins 5,5 milliards en l'an 2000". Selon ces mêmes statistiques, un cadre du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population évalue à 6,2 milliards d'habitants la population mondiale à la fin de ce siècle.

Cependant, les réserves émises et les controverses soulevées tempèrent utilement l'optimisme aveuglant qui se manifeste dès l'apparition de tous signes d'amélioration de la condition humaine. Il faut se rappeler cependant que l'optimisme d'aujourd'hui est fondé sur les mêmes sources, les mêmes données qui conduisaient hier à de funestes prédictions. L'amélioration de la situation générale de la population ne pourrait être qu'une évolution du "pire" au "mieux", mais ce changement n'en est pas moins prometteur.

Dans les pays en voie de développement, c'est l'Asie de l'Est qui a connu en 1970 la chute la plus spectaculaire du taux d'accroissement de sa population. Cependant la Chine bat tous les records. "Le taux de natalité en Chine est passé de 32 à 19 pour 1 000 soit 2,6 pour 1 000 par an, la baisse la plus rapide jamais enregistrée sur une période de cinq ans, battant de deux pour 100 les taux de baisse précédents de Taiwan, de la Tunisie, de la Barbade, de Hong Kong, de Singapour, de Costa Rica et de l'Egypte", affirme le rapport du *Worldwatch Institute*.

Le recensement de la Chine dont la population représente le cinquième de l'humanité est indiscutablement une opération difficile. Il n'est donc pas étonnant de constater des différences dans les évaluations du taux d'accroissement de sa population. La Librairie du Congrès des Etats-Unis le situe à 1,5

pour 100, le *Worldwatch Institute* à 1,1 pour 100 et l'Agence de développement international des Etats-Unis à 0,8 pour 100. Quel que soit le taux réel, toutes les données le situent bien au-dessous des 2,4 pour 100, chiffre établi au début des années '70 par des études sur le recensement.

Il ressort d'un communiqué publié l'an dernier par la Fédération internationale pour le planning familial que "la politique démographique nationale suivie par la Chine reste aujourd'hui l'une des plus pratiques et des plus efficaces dans les pays en voie de développement". (Voir page 14, résumé des pratiques et des politiques de planning familial en Chine).

Par ailleurs, d'autres pays jugent que la politique démographique est aussi capitale que la production alimentaire, par exemple. Elle touche plusieurs domaines dont le droit, la réforme sociale, les changements dans le statut de la femme, la recherche médicale, la recherche en sociologie, les programmes de communication, la contraception vue sous l'angle de la production et de la distribution des dispositifs de contraception, etc. En fait, malgré les clichés sur l'irresponsabilité des habitants du Tiers monde, reproducteurs irréductibles, plusieurs pays en voie de développement, au cours des dernières années, font preuve d'originalité et de détermination dans leur conception de la politique démographique.

Afin de promouvoir le planning familial, Singapour maintient un programme qui comporte à la fois des gratifications et des pénalités. Par exemple, il est accordé un congé payé de sept jours à tout fonctionnaire qui accepte de se faire stériliser. D'un autre côté, toute famille de plus de trois enfants se retrouve automatiquement au bas de la liste d'attente pour les logements sociaux. Certaines dispositions des lois démographiques de Singapour ont été taxées de "draconiennes"; elles n'en restent pas moins efficaces puisque le taux d'accroissement de la population a été réduit de moitié en l'espace de 10 ans. Ce jeune état-cité a atteint il y a deux ans l'objectif d'une moyenne nationale fixée à deux enfants par famille, déclarait récemment le Dr Margaret Loh, secrétaire exécutive du *Singapore Family Planning and Population Board*, au cours d'une conférence de presse.

Au **Pakistan**, où le Premier Ministre Zulfikar Ali Bhutto affirmait l'an dernier que "parmi les travaux de développement, la plus haute priorité devait être accordée à la planification démographique", un régime particulier de prestations vient d'être inauguré à l'intention des parents retraités, lorsque l'un ou l'autre des époux a été stérilisé. En 1974, l'**Egypte** a, pareillement, élevé les avantages sociaux et les pensions. Ces mesures sont destinées à rassurer les parents qui ne peuvent compter que sur leurs enfants — surtout les garçons — pour leurs vieux jours.



La moyenne nationale fixée à deux enfants par famille est largement acceptée à Singapour.

Photo: Clyde Sanger

En **Corée du Sud**, les logements subventionnés sont accordés de préférence aux familles dont le "chef" a subi une vasectomie ou une stérilisation.

Aux **Philippines**, le Code du travail ne prévoit de congés de maternité payés que jusqu'à la quatrième grossesse. Dans le même ordre d'idée, il n'est plus accordé de dégrèvement pour enfants à charge au-delà du quatrième enfant. En **Corée du Sud**, les lois fiscales ont été intégrées à la politique démographique, et il n'est plus accordé de dégrèvement que pour les trois premiers enfants. En **Indonésie**, le nombre de personnes à charge a été réduit de 10 à 7 dans les déductions d'impôt.

L'état de **Maharashtra** en Inde, (d'une population de 50,4 millions d'habitants) a voté en juillet dernier une loi rendant la stérilisation obligatoire après la naissance d'un troisième enfant. Cette loi a été amendée depuis, et la stérilisation n'a lieu qu'après le quatrième enfant lorsque les trois premiers sont du même sexe.

A travers toute l'Asie, des auxiliaires bénévoles, des sages-femmes traditionnelles et le personnel de la santé publique ont pour mission de se rendre jusque dans les régions rurales les plus éloignées pour initier les gens aux questions de planning familial. Un hygiéniste du **Sri Lanka** a installé, avec la collaboration des moines de l'endroit, une clinique-pilote dans un temple, symbole de la sagesse et de la vie du village. L'**Inde** et le **Bangladesh** ont associé l'art et l'électronique en se servant de marionnettes et de technologies modernes pour diffuser des informations sur la population. En **Iran**, un réseau de centres communautaires de bien-être social a été mis sur pied pour offrir une variété d'activités qui vont de la classe d'alphabétisation et de l'initiation à la vie de famille jusqu'aux services de planning familial.

De nombreux programmes de recherche permanents ont été mis sur pied pour aider à l'établissement d'une politique démographique dans les pays en développement; ils visent à rendre la planification de la population scientifique, sûre et non traumatisante, tant sur le plan social que sur le plan psychologique. Le CRDI a subventionné plusieurs de ces programmes — tous établis par des chercheurs de pays en développement, en se fondant sur leurs propres besoins et leurs propres aspirations. Les résultats de ces programmes de recherche deviendront peut-être à long terme, le plus utile des différents éléments sur lesquels les pays en développement établissent leur politique démographique. □

Ancien journaliste, M. Ernest Corea est maintenant directeur associé de la Division des publications du Centre et responsable du programme d'information publique.

Le planning familial en Chine

En Chine, la limitation des naissances ne se pratique pas dans le sens étroit du terme. On encourage plutôt la pratique du planning familial dans le but de permettre à la population entière de travailler dans le cadre du Programme national de développement. Hommes et femmes sont donc incités à pratiquer le planning familial et à n'avoir que deux enfants.

En quête de programmes de planification du bien-être familial réussis, la Fédération internationale du planning familial a récemment organisé deux voyages en Chine afin d'étudier de près l'expérience chinoise. Les participants aux voyages ont découvert qu'en Chine les programmes démographiques, comme tout autre programme, sont mis sur pied par procédé de consultation. Les objectifs globaux sont communiqués aux équipes de production dans les campagnes qui sont responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes susceptibles de les atteindre.

Chaque année, les membres de l'équipe de production et les responsables se rencontrent pour discuter et décider du nombre d'enfants voulu au cours des cinq années suivantes, et pour choisir les parents. La priorité est accordée aux nouveaux-mariés et aux couples dont le benjamin a près de cinq ans. Ces projets sont ensuite modifiés au cours de l'année pour prendre en compte les naissances imprévues, les séparations temporaires des époux, et autres facteurs.

L'Etat assume tous les frais des services de planning familial et compense les salaires et les heures de travail perdus à la suite d'interventions chirurgicales. Par exemple, une patiente ayant subi une ligature des trompes a droit à 28 jours salariés de congé de convalescence, et une patiente ayant subi un avortement provoqué, à 30 jours. Cette rémunération n'est pas offerte comme prime, ce qui est le cas dans plusieurs autres pays, mais en compensation des pertes de salaire encourues par la patiente durant son hospitalisation.

Les contraceptifs sont gratuits et facilement disponibles, et les pilules annovulantes sont distribuées sans ordonnance médicale. La disponibilité de ces services dépend largement des médecins aux pieds-nus qui, dans le cadre de leurs activités sanitaires, distribuent les contraceptifs et encouragent la population à la stérilisation et à la pose de stérilets.

Des comités locaux de naissance planifiée entreprennent d'éduquer et de

motiver la population au moyen de présentations audio-visuelles, d'expositions, de spectacles culturels, etc. Les réunions publiques leur offrent l'occasion d'inviter le personnel médical à expliquer l'usage de diverses méthodes contraceptives. Et puisque tous les Chinois au delà de l'âge scolaire appartiennent à un groupe quelconque, les occasions d'éducation ne manquent pas.

Les raisons économiques qui poussent les habitants des pays en voie de développement à avoir de nombreux enfants sont, en Chine, invalidées par les bénéfices sociaux offerts aux vieillards: ils sont bénéficiaires d'une pension de retraite égale à 70 p. 100 des émoluments de base, et le gouvernement leur assure un logement, une alimentation, des soins médicaux et des funérailles. Et bien que la loi ait fixé l'âge minimum au mariage à 18 ans pour les femmes et à 21 ans pour les hommes, les campagnes menées dans le but de retarder le mariage ont réussi à fixer l'âge moyen au mariage à 24 et 27 ans respectivement.

Un aspect important du programme chinois est l'usage efficace de la propagande pour transformer les pratiques et les valeurs traditionnelles. Une campagne actuelle vise, par exemple, à "critiquer Confucius" dont les préceptes favorisent l'enfant mâle, la grande famille et l'assujettissement des femmes. Les pensées de Mao Tse-Tung sont venues remplacer celles de Confucius et, partout dans les ateliers, des affiches déclarent: "Les temps ont changé. Hommes et femmes sont égaux."

Ce que la Chine aurait pu accomplir dans le domaine du planning familial sans son appareil administratif décentralisé est problématique. Chaque individu appartient à un groupe, tant à domicile qu'à son travail, et ce sont ces groupes qui sont responsables de la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés. La Chine a ainsi éliminé une bureaucratie complexe qui, en imposant ses décisions et ses programmes aux couches inférieures de la population, supprime toujours le sens de la responsabilité et les initiatives dans de nombreux pays en voie de développement. En Chine, l'autorité et la responsabilité sont le fait du peuple même.

Ce compte-rendu de la politique démographique en Chine a été rédigé pour Le CRDI Explore par l'Indian Ocean Regional Office of the International Planned Parenthood Federation. Il s'appuie sur de récents rapports publiés dans le magazine mensuel de l'IORO-IPPF, Future, subventionné par le CRDI.